



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES

514/jpr/yl

## **Arrêté du 11 décembre 2024 portant mise en demeure à la société Arconic Architectural Products Merxheim de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Merxheim**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-350-28 du 15 décembre 2008 portant autorisation à la société ALCOA Architectural Products (usine 2) à Merxheim d'étendre ses activités, l'établissement comprenant notamment une activité de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique 2921-1-a) soumise au régime de l'autorisation,
- VU** le bulletin officiel des annonces civiles et commerciales du mercredi 5 octobre 2016 indiquant la modification survenue sur la dénomination de la société Arconic Architectural Products SAS,
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles 26.I.2.b et 26.I.2,
- VU** la visite d'inspection du site du 30 octobre 2024 et le rapport de cette visite établi par la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, dont une copie a été transmise à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 9 décembre 2024;

**Considérant** que lors de l'inspection du 30 octobre 2024 et l'examen des documents associés, l'inspection a pu constater que le risque de dispersion des légionelles est insuffisamment pris

en compte lors des opérations de nettoyage annuel, en non-conformité aux dispositions à l'article 26.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé;

**Considérant** que lors de l'inspection du 30 octobre 2024 et l'examen des documents associés, l'inspection a pu constater que les doses de traitement ne sont pas justifiées, les moyens mis en œuvre sont insuffisants pour garantir que le traitement sera actif pendant toute la durée du fonctionnement de l'installation, et l'atteinte de l'objectif de réduction du biofilm n'est pas justifié, en non-conformité aux dispositions à l'article 26.I.2.b de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé;

**Considérant** que lors de l'inspection du 30 octobre 2024 et l'examen des documents associés, l'inspection a pu constater que l'état de surface n'est pas satisfaisant et le bon positionnement des dévésiculeurs n'a pu être justifié, en non-conformité aux dispositions à l'article 26.I.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du Cde de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

**Sur** proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société Arconic Architectural Products Merxheim, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2, rue Marie Curie 68500 Merxheim, est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, de respecter les prescriptions précisées aux articles suivants, dans les délais qui y sont indiqués.

### **Article 2** :

**Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ; :

*« Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. [...] »*

### **Article 3** :

**Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ; :

*« L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. [...] »*

**Article 4 :**

**Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé ; :

*« L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.*

*Avant tout redémarrage [...], l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. [...] »*

**Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 6:-** Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 7 :-** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 11 décembre 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD